

Fact checking – l'analyse des affirmations en bref !

Fact checking

1^{ère} affirmation : « CETA n'est pas TTIP »

NON!

Il s'agit certes de deux accords différents. Mais: CETA est le précurseur de TTIP. Les normes dictées dans l'accord CETA ne se distinguent guère dans l'accord TTIP. En plus: si CETA passe, et non TTIP, les firmes américaines iront s'établir au Canada et exploiteront leurs droits par l'intermédiaire de leurs implantations canadiennes. A ce jour, environ 80% des multinationales américaines ont déjà des filiales au Canada. CETA = TTIP ... qui s'infiltreront par la porte de derrière!

NON à CETA et NON à TTIP !

- Rejoignez-nous à la manifestation nationale!!

Fact checking

2^{ème} affirmation : « Les accords complémentaires prévus élimineront une fois pour toutes les lacunes et les imprécisions qui subsistent encore en matière de CETA ».

NON!

Les textes des accords complémentaires ne seront publiés que quelques jours précédant le vote sur l'accord CETA qui, lui, devra avoir lieu le 18 octobre prochain. Une nouvelle fois, la non-transparence règne! Au-delà, il n'est pas clair si ces accords complémentaires sont juridiquement contraignants ou non. Selon les rumeurs, la grande problématique soulevée par CETA ne sera pas vraiment résolue: la protection des investisseurs n'est pas écartée, le principe de précaution n'est pas suffisamment ancré, etc. Les accords complémentaires ne doivent pas faire l'objet d'une prise de décision expéditive, mais doivent être analysés et discutés dans les détails!

NON à CETA et NON à TTIP !

- Rejoignez-nous à la manifestation nationale!!

Fact checking

3^{ème} affirmation : « La nouvelle forme attribuée aux tribunaux d'arbitrage constitue un énorme progrès ».

NON!

Rares sont les modifications apportées au texte initial, même si elles sont à qualifier de positives

(p.ex. en matière de nomination des juges). Les plus grandes problématiques n'ont pas été écartées: surtout la protection – très controversée - des investisseurs sera maintenue. Ainsi, des firmes pourront introduire des plaintes, devant des juridictions spéciales, contre des Etats – qui ont fait des lois pour protéger l'intérêt général – et demander des sommes faramineuses en guise de dédommagement pour « profits perdus » ... etc.

NON à CETA et NON à TTIP

- Rejoignez-nous à la manifestation nationale!!

Fact checking

4ème affirmation: « Le principe de précaution est ancré dans CETA ».

NON!

Le dit « principe de précaution » n'a pas été ancré dans l'accord CETA! Tout au contraire: les auteurs de CETA poursuivent ce que l'on appelle une « approche scientifique », habituelle au Canada. Cela signifie que le commerce ne sera limité - p.ex. par des normes de protection des intérêts des consommateurs – qu'en présence d'une base scientifique sûre et justifiée. La précaution veut toutefois que – dès qu'un problème est soupçonné – toutes les mesures soient prises pour précisément éviter que l'Homme et l'Environnement subissent des dommages potentiels.

NON à CETA et NON à TTIP !

- Rejoignez-nous à la manifestation nationale!!

Fact checking

5ème affirmation: « Les normes et les principes ne sont pas remis en question ».

NON!

Cette affirmation est fausse à de multiples égards! CETA reconnaît bel et bien aux multinationales le droit de porter plainte contre des Etats – devant des juridictions spéciales – et de demander des millions, voire des milliards en guise de dédommagement, lorsque ces multinationales sont d'avis que les lois (e.a.) de certains Etats entravent démesurément leurs intérêts commerciaux! C'est un fait qui décourage les Etats à voter des lois qui sont dans l'intérêt général. La protection de l'environnement et des consommateurs ainsi que les normes sociales sont mises au second rang, derrière les intérêts des multinationales. Et n'oublions pas de mentionner l'existence de la dite « coopération régulatrice », qui compliquera considérablement le développement des normes et des principes.

NON à CETA et NON à TTIP !

- Rejoignez-nous à la manifestation nationale!!

Fact checking

6ème affirmation: « CETA et TTIP stimuleront la croissance et créeront des emplois ».

NON!

Conformément à de nombreuses études, les effets – dans ce sens - des deux accords seront tout à fait marginaux. La Commission européenne elle-même ne prévoit qu'une croissance qui est de l'ordre de 0,01 à 0,08 % et parle d'une création d'emplois dont le taux se situe autour de 0,018% pour l'Europe entière. A noter que la perte d'emplois, en guise d'effet de la déréglementation, n'a pas été prise en compte par les auteurs desdites études.

NON à CETA et NON à TTIP !

- Rejoignez-nous à la manifestation nationale!

Fact checking

7ème affirmation : « Les standards sociaux sont suffisamment respectés »

NON!

Selon le ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn, le Canada aurait déclaré qu'il allait céder à la pression de l'Union européenne et ratifier la Convention no 98 de l'OIT. La Convention no 98 figure parmi les 8 normes et recommandations clés édictées par l'Organisation Internationale du Travail et date de l'année 1949! Elle vise l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, qui sont deux libertés syndicales de base fondamentales! A ce jour, les concessions des Canadiens en matière sociale ne dépassent point cette déclaration de pure forme!

NON à CETA et NON à TTIP !

- Rejoignez-nous à la manifestation nationale!